

De concert avec l'Ukraine, nous avons exprimé l'espoir que le président Eltsine poursuive l'engagement qu'a manifesté la Russie pour les réformes et les bonnes relations avec ses voisins et l'Ouest. Nous suivrons de près les faits nouveaux et essayerons de promouvoir la stabilité par notre travail au sein de la CSCE et du Conseil de coopération nord-atlantique.

Je dois être très franc avec vous et vous dire clairement que le Canada est tout à fait en désaccord avec les parlementaires ukrainiens qui n'ont ratifié que conditionnellement le traité START 1. Il se réjouit que le président Kravtchouk ait donné l'assurance qu'il soumettra de nouveau le programme START 1/TNP en vue de sa ratification inconditionnelle tout de suite après les élections parlementaires ukrainiennes de mars.

N'étant pas doté d'armes nucléaires, le Canada est limité dans l'aide qu'il peut fournir pour le démantèlement concret des ogives et des missiles. Il a les connaissances voulues pour aider l'Ukraine à faire face aux conséquences, sur les plans de la sécurité et de l'environnement, de l'héritage nucléaire que lui a légué la Russie. La sécurité de l'Ukraine est devenue une préoccupation mondiale. Après mes entretiens avec MM. Zlenko et Kozyrev à Rome, plus tôt ce mois-ci, je suis reparti avec la conviction que le Canada pouvait être utile.

Étant membre du G-7 et de l'OTAN ainsi que l'un des interlocuteurs privilégiés de la Russie, le Canada est bien placé pour jouer le rôle de facilitateur. C'est une tâche à laquelle j'attache un intérêt personnel. Je compte visiter Kiev et Moscou en 1994 pour faire avancer les choses et pour trouver des solutions concrètes.

La stabilité d'un pays repose avant tout sur son économie. Il faut donc absolument que nous, à l'Ouest, nous efforcions d'intégrer un État industriel comptant 53 millions d'habitants à l'économie mondiale et au système multilatéral. Le prochain sommet du G-7 en Italie devrait mettre l'accent sur l'Ukraine. Pour préparer le terrain, le Canada favorise l'ouverture d'un dialogue de haut niveau avec l'Ukraine dans le cadre du G-7.

L'Union soviétique a laissé l'économie de l'Ukraine dans un état désastreux : la tragédie de Tchernobyl, de vastes usines non rentables produisant des biens dont personne ne veut, des fermes collectives inefficaces. Cela représente d'énormes défis, qu'il est toutefois possible de relever avec un juste dosage de décisions politiques et d'assistance. Étant donné la situation économique difficile que vit l'Ukraine cet hiver, certains membres du gouvernement ont été tentés de se retrancher derrière les certitudes du passé et derrière un contrôle centralisé de l'État.